Quelle forêt pour la transition territoriale ?

The Forest in a Territorial Transition

Simon Lacourt

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/paysage/8987>

DOI : [10.4000/paysage.8987](https://doi.org/10.4000/paysage.8987)

ISSN : 1969-6124

Éditeur :

École nationale supérieure du paysage de Versailles-Marseille, Institut national des sciences appliquées Centre Val de Loire - École de la nature et du paysage, École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux, École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Lille, Agrocampus Angers

Référence électronique

Simon Lacourt, « Quelle forêt pour la transition territoriale ? », *Projets de paysage* [En ligne], 22 | 2020, mis en ligne le 21 juillet 2020, consulté le 24 juillet 2020. URL : <http://journals.openedition.org/paysage/8987> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/paysage.8987>

Ce document a été généré automatiquement le 24 juillet 2020.

Projets de paysage

Quelle forêt pour la transition territoriale ?

The Forest in a Territorial Transition

Simon Lacourt

- 1 La forêt n'a pas toujours été éloignée du fonctionnement de la ville, ni séparée de l'agriculture. Elle a eu selon les époques plus ou moins d'importance dans l'organisation du territoire métropolitain. L'analyse dans le temps de cette organisation permet de lire des transitions dans les territoires, corrélées aux besoins de la société et dépendant du contexte politique, historique, géographique et sociétal. La forêt y apparaît comme une composante mouvante, naviguant entre protection et surexploitation selon ses besoins, mais toujours comme une ressource stratégique et de production. Si le paysage forestier français est imaginé (ou considéré) comme un ensemble cohérent, il existe plusieurs forêts dont les évolutions sont distinctes, entre forêt privée et publique, entre forêt de production et forêt paysanne. Chacune ayant une traduction dans le paysage et ses évolutions.

Transitions des territoires, transition territoriale

- 2 Le paysagiste intervient parfois sur des territoires marqués par de lourds héritages dont la marque est encore visible dans le paysage local. Ce processus historique de transformation des territoires est la résultante des mutations économiques et sociétales, succession de transitions longues qui ont vu les paysages territoriaux se spécialiser, se simplifier. *A contrario*, le paysagiste, l'aménageur sont aujourd'hui appelés à recomposer des territoires plus complexes dans leur forme ; ils engagent ainsi un processus de transition territoriale pour une hétérogénéisation des paysages et de leurs motifs.
- 3 Il est nécessaire ici de proposer une définition de la transition territoriale. Le terme de transition, du latin *transire*, passer, traverser, est utilisé ici dans son sens propre. La

transition est un processus subi ou choisi, conduisant d'un état (ou d'un système) vers un autre état (ou autre système) (Bourg et Papaux, 2015).

- 4 Si on l'entend souvent dans un sens politique et comme une volonté d'exprimer une nouveauté (en référence à l'écologie ou l'énergie par exemple), ce n'est pas le sens qu'il porte ici.
« Une transition, c'est le passage d'un état à un autre. Le mot ne dit rien de l'aspect positif ou négatif d'une transition » (Mignerot, 2017).
- 5 La sémantique du changement (Negruțiu *et al.*, 2014) est primordiale pour bien saisir cette définition. Il ne s'agit pas ici de la mutation ou de la transformation, qui indique le résultat d'un changement d'état, il s'agit bien du processus lent d'adaptation qui mènera à ce résultat (ici la formation de nouveaux paysages territoriaux). La transition implique « un mélange de continuité et d'innovation » (Touraine, 2013) représenté par un changement progressif partant d'un socle existant vers un nouveau modèle.
- 6 Appliquée au territoire, cette transition est donc un processus contemporain d'adaptation et de modification d'un système spatial territorial en un autre système spatial territorial, sous l'impulsion de facteurs géographiques, économiques et sociétaux à la fois existants et innovants. Ce processus de transition n'amène pas une transformation radicale mais un ajustement avec la formation de nouveaux paysages.
- 7 Après avoir rappelé que les paysages s'inscrivent dans un temps long conduisant à une séparation progressive de la forêt des autres composantes des territoires, nous développons deux exemples de projet qui s'inscrivent dans cette transition territoriale réinterrogeant aujourd'hui l'écologisation des pratiques et la relation ville-campagne.

Spécialisation progressive des territoires et des motifs paysagers, adieu saltus

- 8 En 2000¹, la Food and Agriculture Organisation (FAO) définit la forêt comme suit : « Terre avec un couvert arboré ou une densité de peuplement supérieur à 10 % et d'une superficie supérieure à 0,5 hectare. » Cette définition reprise par l'Inventaire forestier national (IFN) dessine de manière factuelle la forêt. Si ce cadre normatif est nécessaire pour des raisons juridiques ou même statistiques (inventaire de la ressource par exemple), il n'est pas « qualitatif » et ne rend pas compte de la diversité de cette forêt, notamment en matière de motifs paysagers. Un paysage forestier est le fruit de l'appréciation subjective d'une masse boisée continue, dont le contexte physique, l'échelle ou la perception sensible vont conditionner le caractère. Un grand nombre de qualificatifs définissent la forêt en s'appuyant sur sa forme « paysagère », telle que perçue : forêt ouverte ou fermée, forêt semi-naturelle ; sur son usage et sa transformation par l'homme : forêt paysanne, forêt primaire et secondaire, etc. On pourrait ajouter la forêt dite linéaire, l'arbre hors forêt, pour compléter les motifs de l'arbre dans le paysage. Un terme employé pour désigner les arbres champêtres – arbres isolés, haies et bouchures, alignements, bosquets...
- 9 Dans le modèle de la trilogie agraire proposé par les géographes :
« L'*ager* y est défini comme l'ensemble des espaces cultivés, la *silva* comme les espaces boisés et le *saltus* comme une catégorie intermédiaire, comprenant les espaces ouverts non cultivés, avec les parcours comme figure centrale » (Poux *et al.*, 2009).

- 10 Hors domaine royal, l'arbre aura longtemps une histoire commune et complémentaire avec l'agriculture : une forêt dite paysanne. Au XIX^e siècle s'amorce une dissociation entre la forêt et l'agriculture. En 1827, le code forestier dépoussède le paysan de son droit d'usage du *saltus* et ne garde en forêt qu'un droit de chasse (figure 1).

Figure 1. Frise chronologique des grandes dates marquant les évolutions du paysage de la forêt en France

Source : Simon Lacourt, 2020.

- 11 Ce processus de dissociation entre agriculture et foresterie se poursuit avec le recul continu des forêts attachées aux exploitations agricoles dans la seconde moitié du XX^e siècle (Cinotti et Normandin, 2002). Les services de l'État déconseillent l'arbre dans les cultures (Meynier, 1967), les haies et bordures de champ seront longtemps considérées par les agronomes comme zones incultes (Le Roux *et al.*, 2008, p. 77).

« Quant au terroir cultivé, aux mains des agriculteurs et aménagistes ruraux, il a souvent vu les accessoires arborés de ses paysages (haies, bosquets) traités comme des objets à détruire » (Millier, 1999).

- ¹² *Silva* et *ager* persistent dans le paysage de manière spécialisée, quand *saltus* et arbres hors forêts s'effacent progressivement devant une nouvelle pratique agricole et d'aménagement : une transition dans le paysage de la ruralité française, peut-être la plus lisible en ce qui concerne les marqueurs paysagers.

« On estime qu'il y avait 600 millions d'arbres dans les parcelles agricoles françaises dans les années 1940-1950. Il n'en restait que 200 millions dans les années 2000 » (Dupraz, 2008).

- 13 Le paysage forestier reste une composante majeure du territoire. La forêt couvre en France 16,9 millions d'hectares, soit 31 % du territoire, dont 16 millions d'hectares (INF, 2018) en forêts de production. Sur cette proportion, près de la moitié est plantée en peuplements monospécifiques (7,4 millions d'hectares), ceux à plus de deux essences représentent seulement 16 %. Cette surspécialisation a dessiné un paysage forestier

moins nuancé, offrant une représentation uniforme du paysage forestier privé français. La structure des paysages ruraux s'est fortement transformée. Avec une réduction de l'hétérogénéité ou de la complexité des paysages (Le Roux *et al.*, 2015), le territoire s'hyperspécialise (Vieillard-Baron, 2009) et par là ses paysages, forestiers comme agricoles, se banalisent. Cette simplification des paysages est la traduction géographique de « l'expression des besoins de la société » (Terreaux et Weber, 2011).

- 14 Si la forêt paysanne disparaît, la surface forestière continue de progresser. Depuis 1980, elle a suivi un accroissement d'environ 77 000 ha/an, pour passer de 13,8 millions d'ha aux 16,9 millions d'ha actuels. Les plantations représentant moins de 15 % de cette extension, c'est la déprise agricole et l'abandon de certaines pratiques qui ont localement laissé la place, là où l'agriculture est moins commode et l'urbain peu intéressé, à l'étalement de landes, friches et délaissés (Pignard, 2000). Un paysage non géré dont la progression prend la forme selon les régions de boisements spontanés, de garrigues ou de friches forestières qui viennent fermer les paysages. Des paysages de « délaissés » où l'arbre vient s'installer naturellement sont autant de *forêts en devenir*.
- 15 Face à cette progression de la forêt, redynamiser les territoires et maintenir les paysages ouverts sont des enjeux presque systématiques dans les documents d'urbanisme et dans les appels d'offres qui croise le paysagiste.

Structure des territoires ruraux et banalisation des paysages. Quelle place pour l'arbre dans le territoire ?

- 16 Si la forêt ne disparaît pas des éléments structurant les territoires, elle reste pour autant peu questionnée par les aménageurs et décideurs, comme si elle représentait intrinsèquement une entité écologique évidente, oubliant son statut de production culturelle et son rôle paysager.
- 17 12,6 millions d'ha sur les 16,9 millions d'ha² appartiennent à des propriétaires privés. Leur gestion est extrêmement variable selon les territoires (INF, 2018). Ce constat rend difficile la prise en compte des paysages forestiers dans la planification territoriale et la conception de paysages contemporains plus hétérogènes et composites. Quel type de forêt peut être concerné par cette transition territoriale projetée ?
- 18 Les missions de paysage pour la création de forêts urbaines, d'îlots de fraîcheur se multiplient, comme celles visant à lutter contre la fermeture des paysages et à redynamiser des territoires ruraux. Mais les leviers d'action pour la production de nouvelles formes de paysage dans la planification territoriale se concentrent sur le domaine public. Les mesures incitatives concernant le privé (plan national de développement de l'agroforesterie, subventions pour la plantation de haies désormais admissibles à la PAC, etc.) concernent plus souvent l'arbre hors forêt et surtout agricole.
- 19 À l'échelle du paysagiste, les composantes forestières pour alimenter une transition territoriale concernent donc essentiellement la forêt « en devenir » et ses enjeux de gestion, et une forêt d'espace public dont la forme est multiple.
- 20 À travers deux exemples de projets et d'études, nous abordons différentes problématiques de ces dynamiques forestières en cours pour illustrer, à deux échelles d'espace, de contexte et de temps, les questionnements territoriaux autour de l'arbre. Nous analysons comment le paysagiste, entouré d'experts en diverses disciplines,

envisage l'évolution de la forêt territoriale suivant les besoins des habitants et des acteurs locaux.

Atelier des Territoires volontaire³ de la communauté d'agglomération du grand Périgueux (CAGP)

« L'Atelier est un dispositif de pilotage et d'animation du débat politique et opérationnel pour faire émerger une stratégie de territoire et engager les acteurs locaux dans un processus de projet » (ministère de la Cohésion des territoires, 2017).

- 21 Cet Atelier s'inscrit dans le contexte d'un territoire à forte dominante rurale dont les paysages ont tendance à se transformer sous les effets de la déprise agricole. L'objectif de cette mission était axé sur la valorisation du foncier agricole de la CAGP (figure 2), mais il s'est vite focalisé sur l'avenir des paysages forestiers existants ou en devenir. Le bureau d'études de paysagistes Caudex s'est entouré pour cette mission d'un bureau d'études d'agronomes, Blezat consulting.

Figure 2. La communauté d'agglomération du grand Périgueux, un territoire à forte dominante rurale et forestière, 2018

Source : Caudex, 2018.

Un paysage rural à dominante forestière

- 22 La forêt représente la composante majeure du paysage de la CAGP avec un taux de boisement de 52,9 % en 2015 (données Centre régional de la propriété forestière – CRPF – Dordogne, 2012), proportion qui tend à augmenter (figure 3). Le paysage rural cultivé y est marqué par la polyculture-élevage et s'organise autour d'une trilogie – grandes

cultures, vergers et élevage –, qui participe à la structure et à la richesse du patrimoine paysager local.

- 23 Depuis plusieurs décennies, ces paysages se transforment et subissent de grandes mutations. La tendance est à la déprise agricole avec un enfrichement des terres « difficiles », corrélé à un redimensionnement des parcelles de vallons agrandies en grandes cultures, ainsi qu'à un étalement urbain dans ces zones vastes et accessibles (figure 3). Cette transformation se lit aujourd'hui dans le paysage : une fermeture manifeste des coteaux avec une progression des friches forestières, une ouverture des vallons par l'arrachage et l'artificialisation.

Figure 3. Évolution et prévisions de l'occupation des sols sur le territoire de la CAGP

Sources : d'après chiffres Agreste 2016 – Caudex, 2018.

Quelle forêt ?

- 24 Le parcellaire de cette forêt est quasi exclusivement privé (97 %) et très morcelé avec de petites unités qui rendent la gestion et la valorisation difficiles : une organisation traditionnelle de petits boisements associés à chaque ferme ou habitation. Malgré une agriculture en plaine qui se simplifie en matière de paysage, les propriétaires restent attachés à ces bois qui constituent des biens familiaux patrimoniaux, riches en bois de chauffage et en champignons. Une forêt pour laquelle on constate une gestion de moins en moins présente, souvent par manque de connaissances et d'usages, voire un abandon. Entre boisements accolés, arbres hors forêt composant haies et alignements productifs (noyers, bois de chauffe, etc.), vergers entretenus ou non et progression de friches forestières, cette forêt paysanne maintient vivace la mosaïque des paysages (figure 4). Elle survit malgré des mutations agricoles et un contexte peu favorable.

Figure 4. Un paysage « mosaïque » traditionnel où la forêt est toujours très présente sous de nombreuses formes

1. Élevage dans un paysage semi-ouvert et arbre isolé ; 2. Paysage vallonné, caractéristique de la Dordogne avec la forêt feuillue en perspective ; 3. Double alignement de noyers productifs encadrant un chemin rural, une structure paysagère forte ; 4. Noyeraie de fond de vallon, structures remarquables entre espace ouvert et fermé ; 5. Une ouverture sur le grand paysage mais des forêts de moins en moins gérées ; 6. Linéaires boisés dans une exploitation agricole.

Source : Caudex, 2019.

- 25 En effet, malgré une filière bois très présente et active bénéficiant de la dynamique régionale en la matière, le manque de valorisation et d'innovation autour du feuillu, lié à une certaine pression pour produire du bois de résineux sur des cycles plus courts (forte demande du bassin aquitain), entraîne une perte de diversité du couvert forestier du département et menace ce paysage « mosaïque ».

Figure 5. La structure forestière sur le territoire de la CAGP

Sources : diagnostic forestier sur le territoire du Grand Périgueux, carte – CNPF et CAGP, 2017, photos – Caudex 2018.

- 26 575 ha de friches agricoles sont recensés sur le territoire en 2018 ; cette déprise conjuguée à l'étalement urbain rapproche peu à peu la forêt de l'habitat, avec des questions qui émergent sur ses usages et sa gestion, un risque incendie accentué par les phénomènes du changement climatique. L'absence d'une politique forestière à l'échelle du Grand Périgueux, sous la forme par exemple d'une charte forestière de territoire, ne permet pas aujourd'hui d'avoir une vision stratégique des nouveaux rapports qui s'établissent entre bâti et forêt.

Un Atelier concerté, un avenir forestier pour l'agriculture

- 27 Après trois ateliers de travail répartis sur une année (figure 6) associant élus, acteurs de la filière agricole (chambre d'agriculture) et de la filière bois (CRPF, interbois), les enjeux suivants ont été déterminés : l'évolution des peuplements, la déprise agricole, une filière bois qui monte en puissance sur le territoire. Autant de signaux montrant que la communauté d'agglomération se trouve à un « tournant » et qu'elle a la possibilité de se positionner à grande échelle pour tirer parti de cette ressource ligneuse, pour mieux structurer la production de matière première mais aussi pour alimenter certains objectifs de planification territoriale comme le Plan climat air énergie territorial (PCAET) validé en 2019. Cet Atelier qui se voulait une réflexion globale sur l'avenir de l'agriculture locale aura tôt fait de se tourner vers l'arbre, forestier ou agricole, dans l'avenir des paysages locaux.

Figure 6. Ateliers de concertation sur le terrain et en salle avec entre autres les acteurs de la filière bois (CRPF), les élus et la chambre d'agriculture

Source : Caudex, 2019.

Figure 7. Simulation cartographique SIG du taux de boisement et son évolution autour de Périgueux

Extrapolation graphique par rapport aux données Corine Land cover, remplissage par proportion (en pourcentage) et selon le tracé des lisières et parcelles agricoles existantes et interprétation de la photographie aérienne.

Source : Corine Land Cover. À partir des données de la catégorie « Forêts et milieux semi-naturels » – Caudex, 2018.

- 28 La forme traditionnelle de la polyculture élevage qui a structuré les paysages du département est un modèle extrêmement résilient, persistant malgré les mutations à l'œuvre ; les filières agricoles locales sont encore variées sur le territoire, le bovin viande, les volailles, les noix, les fraises, champignons, etc. Cette particularité représente un véritable atout pour entrer en transition et s'adapter aux évolutions des usages, des filières et du changement climatique. Les acteurs agricoles et sylvicoles ont pu travailler aux côtés des élus et des bureaux d'études à de nouveaux scénarios. Tous

s'entendent sur la nécessité de faire de l'arbre un levier fort des paysages de demain, tant en forêt que hors de la forêt. Cette confrontation au terrain a permis de montrer qu'une stratégie territoriale concertée à plusieurs échelles permet d'agir sur la question des friches forestières.

- 29 Les propositions pour allier de manière efficiente cette dualité agricole et forestière ont engagé la discussion sur le modèle d'une polyculture-élevage innovante et notamment agroforestière, qui présente des avantages multiples par rapport aux enjeux territoriaux. En effet, ce modèle reste dans la logique culturelle traditionnelle et dans celle des savoir-faire locaux et permet d'utiliser des surfaces de parcelles plus petites, particulièrement celles des coteaux (figure 8). Il offre également l'opportunité de limiter les impacts du réchauffement climatique par l'apport de plusieurs strates et notamment d'une strate arborée, tout en alimentant une filière bois locale.
- 30 La lutte contre l'enfrichement aura fait émerger la nécessité de revoir les objectifs de chacun selon les acteurs impliqués. Les friches peu accessibles et le faible nombre d'installations agricoles nouvelles ont entraîné une réflexion sur la gestion durable forestière de ces terres peu « commodées » et sur la nécessité d'un projet coordonné.
- 31 Le paysagiste apporte par son expertise la possibilité de nouvelles formes paysagères, s'appuyant sur un socle existant et cohérent. Les nouvelles pratiques de chacune des filières viennent apporter le liant d'un projet de territoire qu'il faut ensuite construire et mailler pour accompagner de manière coordonnée la transition paysagère du territoire vers le maintien des paysages et d'une économie locale.

Figure 8 - Propositions de nouvelles formes productives selon un modèle agroforestier

Source : Caudex, 2019.

Projet global Nantes Nord – L'espace public support d'une forêt productive ?

- 32 Ce projet urbain de grande ampleur et de longue haleine concerne un regroupement de quartiers étendus sur environ 1 000 ha au nord de Nantes. Le travail du paysagiste est ici de réfléchir à l'espace public comme support d'une économie productive.
- 33 Au-delà de son statut d'équipement, l'armature verte de l'espace public est considérée dans ce projet comme le support d'une activité économique. La métropole nantaise est déjà très investie dans cette réflexion puisque des pôles de maraîchage professionnel localisés en périphérie, comme celui de l'Angle-Chaillou, sont mis au service des quartiers. Situés dans les grands espaces plantés des quartiers d'habitat social, des jardins familiaux sont mis à disposition et représentent les relais d'une agriculture en ville, accessibles aux habitants et gérés par les agriculteurs issus de la périphérie. Cette économie « urbaine » s'inscrit dans les orientations métropolitaines.

Du reliquat de haie bocagère à la structure arborée paysagère

- 34 La construction des quartiers nord de Nantes est relativement récente et s'est installée dans la trame historique du bocage périurbain (figure 9) ; les « restes » (bosquets résiduels, anciennes structures de haies bocagères, etc.) de cette forêt linéaire représentent un potentiel paysager fort ainsi qu'une ressource pour participer au maillage des espaces publics et à la gestion des interfaces public/privé. En se mêlant à la strate arborée ornementale des systèmes de parcs et des alignements existants, cette forêt linéaire peut s'intégrer au projet en structurant l'espace.

Figure 9. Évolution et projection du linéaire de bocage au regard de l'étalement urbain du Nord nantais de 1952 à 2050

Sont également représentés en vert plus sombre les ripisylves et ensembles forestiers, et en vert plus clair les parcs et grands espaces ouverts.

Source : cartes Autocad réalisées par l'Atelier Jam, 2016.

- 35 Cette projection entend retrouver un maillage de forêt linéaire « productif », le terme de productif étant ici utilisé en opposition à ornemental : une « agrarisation de la ville » (Ernwein et Salomon-Cavin, 2014), un travail de reconstruction d'un bocage productif urbain. Mais est-il encore question de forêt paysanne, quand la gestion et la récolte de la ressource ne reviennent pas à un agriculteur, mais à la métropole ? Est-ce au forestier de gérer la « forêt urbaine » ? Il est ici envisagé que la ressource soit gérée selon un plan de gestion qui prend plus la forme d'un outil forestier que d'un outil agricole. En même temps le projet prévoit à ce stade une gestion non pas par des services forestiers mais par le service des Espaces verts (SEVE) qui bénéficie d'un savoir-faire sylvicole en interne, et possède différents sites de stockage et de mise en valeur de la ressource. Au stade « ultime » du projet, le plan de gestion peut prévoir une valorisation externalisée de cette production, selon les besoins de la métropole.

Figure 10. Gestion différenciée appliquée dans les espaces verts de Nantes Nord

1. Le bois de l'hippodrome fait l'objet d'une gestion avec des îlots de régénération gérés par le SEVE qui pourrait s'appliquer de manière beaucoup plus puissante et systématique sur le quartier ; 2. Le bois de l'Amande, à la croisée de plusieurs quartiers au sein de Nantes Nord, a été réinvesti avec le SEVE dans le cadre de deux chantiers participatifs pour le remettre en dynamique selon les principes appliqués ailleurs sur Nantes ; 3. Des espaces naturels remarquables au sein même du quartier, mais aujourd'hui peu connectés au reste du secteur, situés dans l'emprise de l'hippodrome (ici une lande relictuelle).

Source : Caudex, 2018.

Une forêt linéaire à l'échelle de la métropole : un patrimoine arboré exceptionnel, potentiellement le support d'un système productif

- 36 Les possibilités productives de la haie champêtre sont multiples, à planifier selon l'implantation de cette « forêt » urbaine de la métropole, en linéaire dans le maillage des rues, avenues et boulevards structurants, ainsi que dans les espaces publics (figure 14) en divers bosquets et boisements (figure 11). D'abord le bois énergie dans l'optique d'alimenter en partie les chaufferies implantées dans les quartiers, puis viennent le bois d'œuvre, les fruitiers arbres et arbustes, miel, feuillage, etc. La gestion des rémanents permettrait aussi d'envisager de produire de la matière première (figures 12 et 13), réemployée pour la gestion des espaces verts dans une logique d'amélioration des sols urbains.

Figure 11. Un système linéaire à l'échelle des quartiers Nord

En vert plus vif le potentiel maillage boisé productif de Nantes Nord le long des axes structurants.
Source : Atelier Jam, 2018.

Figure 12. Les formes possibles de la forêt linéaire productive à Nantes Nord

Source : Caudex, 2018.

Figure 13. Proposition de gestion des espaces publics composés par les anciennes haies bocagères historiques

Source : Caudex, 2018.

Figure 14. Proposition graphique de l'intégration « moderne » d'un système de linéaire productif dans une implantation paysagère

Trait d'union entre résidences et espace public.

Sources : Caudex et Atelier Jam, 2018.

Préfigurer les principes et les tester avec les habitants et les agents du SEVE : deux saisons de chantiers participatifs

- 37 La démarche de concertation a permis, dans le cadre de chantiers participatifs (printemps et automne 2017), d'agir directement dans et sur l'espace public avec les habitants pour tester la pertinence du projet et aider à sensibiliser sur les enjeux du renouvellement urbain du quartier. Deux types de lieux ont été choisis, un site boisé à la croisée entre plusieurs quartiers, le bois de l'Amande, très peu investi par les habitants, et le square Winnipeg, un site en cœur de quartier d'habitat social.

Le bois de l'Amande

- 38 Le bois de l'Amande est un boisement spontané développé en lieu et place d'un ancien maillage bocager (figure 15). Le chantier participatif a permis d'élaborer, avec le SEVE et l'équipe en charge du secteur, un système de gestion visant à redynamiser le peuplement pour qu'il puisse se régénérer et se pérenniser (figure 16). Par une gestion différenciée et la mise en œuvre d'éclaircies, l'espace est réinvesti pour y amener plus de lumière naturelle et revitaliser le maillage des anciennes haies bocagères.

Figure 15. Le bois de l'Amande

En 1975 encore à l'état de lande bocagère et en 2017 entre extension urbaine et accrue forestière.
Source : Géoportail, 2017.

- 39 Un événement public (le Printemps du projet en avril 2017) a permis aux habitants d'investir cet espace au moment où le SEVE et ses agents intervenaient pour comprendre les actions menées et les enjeux. À l'automne, une seconde intervention des bûcherons et du cheval du SEVE a offert aux habitants l'occasion de se familiariser avec la gestion forestière orientée vers une futaie irrégulière du bois dans un contexte très urbain.

Figure 16. Interventions du SEVE et présentation aux habitants du projet forestier lors du Printemps du projet

1. Premières fauches différenciées au cœur du bois de l'Amande et communication auprès du public pour valoriser ce lieu méconnu au cours du Printemps du projet ; 2. La gestion différenciée selon l'ancien parcellaire permet de remettre en valeur les vieilles structures de haies bocagères qui ont été envahies par le bois ; 3. Après l'élaboration d'un plan de gestion avec le SEVE pour remettre en dynamique ce bois, un chantier d'abattage et de débardage à cheval est organisé à l'automne en associant les agents ; 4. À partir de certains fûts, des bancs sont façonnés sur site et placés à des endroits stratégiques pour inviter le public à s'installer dans ce lieu réinvesti.

Source, Caudex, avril 2017.

L'espace central de Winnipeg

- 40 Deux actions ont été menées sur l'espace central Winnipeg. Dans ce site plus habité, l'agriculture urbaine répondait à une demande importante des habitants et de la

métropole. En parallèle d'une installation de carrés potagers venant esquisser le maillage du futur espace public cultivé, un dispositif de haie bocagère sèche a été proposé pour marquer la limite entre le futur square Winnipeg et la rue. Cette proposition vient offrir un « coup d'essai » pour préfigurer ce que peut devenir le maillage d'une forêt linéaire productive, d'abord à l'échelle des 1 000 ha du quartier, puis de la métropole (figures 17 et 18). Peu à peu, les fascines seront colonisées par la végétation spontanée dont la gestion permettra à terme de constituer une haie arbustive basse.

Figure 17. Croquis de principe de formation d'une haie bocagère sèche et son évolution à long terme

Source : Caudex, 2017.

Figure 18. Mise en pratique du principe de haie sèche entre le square Winnipeg et l'avenue du Bout des Landes (atelier participatif en avril 2017)

1. Valoriser les arbres existants et construire la façade du futur square Winnipeg sur la rue dans un dispositif de fascine sèche pour construire une haie bocagère ; 2. et 3. Fascine constituée à partir des déchets de taille des arbres d'alignement du quartier au cours d'un chantier participatif ; 4. Quelques mois après, suivi par le SEVE et amendement de la fascine avec du compost et de la litière pour favoriser sa colonisation naturelle et spontanée par la flore locale.

Sources : Caudex et Atelier Jam, 2017.

Conclusion

- 41 Les territoires cherchent à se réinventer dans une forme vertueuse, un renouvellement qui se veut territorialisé et écologique (Theys, 2002). L'arbre y est questionné, on parle de trame et de corridor écologique. Au-delà de sa fonction de biodiversité ou piège à carbone, l'arbre « de production » avec une filière et une économie, tel qu'il existe ou existait dans la forêt paysanne, est encore peu envisagé comme composante de l'innovation territoriale. Il peut pourtant participer à la déspecialisation des paysages, à la fois agricole et urbaine, dans la construction d'un écosystème fonctionnel et raisonné. Une écologisation des pratiques, s'inspirant des systèmes agricoles et sylvicoles innovants. L'arbre se renouvelle dans sa territorialité, on le voit émerger sous de nouvelles notions telles que l'agroforesterie, la forêt urbaine, la haie énergie ; ou bien dans des modèles anciens « modernisés » tels que la forêt linéaire. Des modèles qui ne sont pas le fait de sylviculteurs mais d'agriculteurs, d'urbanistes et d'aménageurs.
- 42 La foresterie et la sylviculture restent encore anecdotiques dans une transition territoriale qui se veut plus complexe, face à un territoire en mutation qui semble en quelque sorte accueillir l'arbre, mais pas la forêt, ou plutôt pas le forestier.
- 43 Les Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) se sont vu confier les compétences d'aménagement et de planification du territoire. La donne paysagère, la biodiversité et l'environnement y sont réglementairement abordés. Ces documents dont la réalisation est concertée et coconstruite abordent les questions d'agriculture et de foresterie en leur donnant une signification territoriale, mais rarement de manière croisée et stratégique entre acteurs : exploitants, filières, recherche, pouvoirs publics, consommateurs, etc. L'agriculture, la forêt et l'urbain gagneraient à être pensés dans un maillage et un fonctionnement territorial à grande échelle, en coordonnant l'apport des acteurs de chacun des domaines pour s'extraire d'une vision « zonée » et spécialisée. Si l'action publique peut apporter des réponses d'aide et d'accompagnement, avec l'émergence de nouveaux types de production hybridant agriculture et foresterie, il s'agit de mener un projet commun dans lequel les exploitants (agricoles et forestiers) se retrouvent.
- « Ce sont souvent les spécialistes du *saltus* traditionnel, pastoralistes, écologues, sociologues qui vont prendre les premières initiatives plutôt que les forestiers, les agronomes et les aménagistes » (Millier, 1999).
- 44 La transition territoriale s'inscrit dans une trajectoire évolutive s'appuyant sur l'innovation venant du terrain et concerne chaque acteur qui la compose. La dynamique actuelle de re-complexification des composantes des paysages questionne la forêt et le forestier au même titre que l'agriculteur ou l'aménageur. Ce système entraîne une nécessaire réflexion par la recherche et l'expérimentation que les acteurs peuvent alimenter, pour ne pas laisser s'institutionnaliser une pratique complexe vers une réglementation « hors-sol ». La transition territoriale à l'œuvre gagnerait à s'appuyer sur un modèle dans lequel le forestier a plus de place et où il pourrait intégrer ses attentes pour un système territorial innovant et optimal.

BIBLIOGRAPHIE

- Bourg, D. et Papaux, A., *Dictionnaire de la pensée écologique*, Paris, PUF, 2015.
- Cinotti, B., Normandin, D., « Exploitants agricoles et propriété forestière : où est passé la “forêt paysanne” ? », *Revue forestière française*, n° 4, 2002.
- Dupraz, C., « l'Agroforesterie », « Terre à terre », France-Culture, 2008.
- Ernwein, M., Salomon-Cavin, J., « Au-delà de l'agrarisation de la ville : l'agriculture peut-elle être un outil d'aménagement urbain ? », *Géocarrefour*, vol. 89, n°s 1-2, 2014.
- Institut national de l'information géographique et forestière, Inventaire national forestier (INF), *Le Memento. Inventaire forestier*, 2018, URL : https://inventaire-forestier.ign.fr/IMG/pdf/181127_memento_2018_v4.pdf
- Latour, B., *Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie*, Paris, La Découverte, 1999.
- Le Roux, X., et al. (dir.), *Agriculture et Biodiversité. Valoriser les synergies*, Versailles, Éditions Quæ, 2008.
- Meynier, A., *Les Paysages agraires*, Paris, Armand Colin, 1967.
- Mignerot, V., *Transition 2017. Réformer l'écologie pour nous adapter à la réalité*, Éditions SoLo, 2017.
- Millier, C., « La forêt paysanne dans l'espace rural : biodiversité, paysages, produits », *Annales de Géographie*, vol. 108, n° 606, 1999.
- Negrutiu, I. et al., « Pour une démocratie socio-environnementale : cadre pour une plate-forme participative “transition écologique” », dans Collart Dutilleul, F et Bréger, T., *Penser une démocratie alimentaire*, vol. II., *Proposition Lascaux entre ressources naturelles et besoins fondamentaux*, San José, Inida, 2014, p. 87-111.
- Normandin, D., *La Forêt paysanne en France : état des lieux et perspectives d'évolution*, Versailles, Inra Éditions, 1996.
- Pignard, G., « Évolution récente des forêts françaises : surface, volume sur pied, productivité », *Revue forestière française*, n° spécial, 2000.
- Poux, X., Narcy, J.-B., Romain, B., « Le saltus : un concept historique pour mieux penser aujourd'hui les relations entre agriculture et biodiversité », *Courrier de l'environnement de l'Inra*, n° 57, juillet 2009.
- Terreaux, J.-P., Weber, J., « Réflexions sur l'évaluation de la biodiversité et l'aménagement des forêts », *Revue forestière française*, n° 5, 2011.
- Theys, J., « L'approche territoriale du “développement durable”, condition d'une prise en compte de sa dimension sociale », *Développement durable et territoires*, dossier 1, septembre 2002, URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/1475>; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.1475>.
- Touraine, A., *La Fin des sociétés*, Paris, Le Seuil, 2013.
- Vieillard-baron, H., « Le zonage en question », *Revue Projet*, vol. 5, n° 312, 2009.

NOTES

1. Global Forest Resources Assessment 2000 (FRA2000).
 2. En France métropolitaine.
 3. L'Atelier des territoires est une démarche pilotée par le bureau des Stratégies territoriales (AD1) au sein du ministère de la Cohésion des territoires. Les territoires candidatent pour bénéficier de cette démarche. La CAGP n'ayant pas été retenue a décidé d'organiser un atelier de manière volontaire, piloté par la DDT de la Dordogne.
-

RÉSUMÉS

L'évolution de l'organisation du territoire est intimement liée à la séparation progressive de la ville, de l'agriculture et de la forêt. Une succession de transitions territoriales qui se sont faites par étapes distinctes, caractérisées par des évolutions sociales, géographiques ou politiques. La spécialisation de chaque composante du paysage a gommé une organisation originelle hybride et hétérogène, les paysages culturels et urbanisés se sont simplifiés et homogénéisés. Si la ville et l'agriculture semblent se réinventer et chercher des solutions pour une nouvelle organisation territoriale à travers des réponses innovantes ou revisitées, qu'en est-il de la forêt dans cette transition des territoires ? Quelle forêt est questionnée et quelles sont les réflexions actuelles autour de celle-ci à une échelle territoriale ?

The way the organization of a territory evolves is intimately related to the gradual separation between the city, agriculture, and the forest. This involves a succession of territorial transitions that take place in distinct stages and which are characterised by social, geographical, and political changes. The specialisation of each component of the landscape erases an original organisation which is of a hybrid and heterogeneous nature and cultural and urbanised landscapes have become simpler and more homogenous. The city and agriculture are either reinventing new forms or seeking innovative solutions in a new territorial organisation, but what about the forest in this territorial transition? Which type of forest is being considered and what are the current notions relating to it on a territorial scale?

INDEX

Mots-clés : transition territoriale, paysage forestier, paysage culturel, forêt paysanne

Keywords : territorial transition, forest landscape, cultural landscape, smallholder woodlots

AUTEUR

SIMON LACOURT

Simon Lacourt est paysagiste DPLG, diplômé de l'ENSP Versailles. Doctorant au Laboratoire de recherche en projet de paysage (Larep), son activité de recherche se concentre sur l'agroforesterie et l'arbre paysan comme outil de la transition territoriale. Il est également un des

associés fondateurs du bureau d'études Caudex.
simon.lacourt[at]agroparistech[dot]fr